

# Ouzbékistan : dix ans d'impunité pour le massacre d'Andijan

J'ai fui l'Ouzbékistan en 2000, cinq ans avant le massacre d'Andijan, au cours duquel le gouvernement ouvrit le feu sur des civils qui manifestaient contre le régime répressif du pays et contre ses politiques économiques désastreuses.

J'ai fui l'Ouzbékistan en 2000, cinq ans avant le massacre d'Andijan, au cours duquel le gouvernement ouvrit le feu sur des civils qui manifestaient contre le régime répressif du pays et contre ses politiques économiques désastreuses.

## Making Of

Il y a dix ans, le 13 mai 2005, plusieurs centaines de personnes étaient abattues à balles réelles lors de la répression d'une manifestation en Ouzbékistan, une tragédie connue sous le nom de « massacre d'Andijan ». Nadejda Atayeva, présidente de l'organisation droits de l'homme en Asie centrale, exilée en France, revient sur cet événement. Les lecteurs de Rue89 se souviendront que lors du procès que Lola Karimova, fille du dictateur ouzbek Islom Karimov, avait intenté à notre site en 2011, Nadejda Atayeva était venue témoigner sur la nature du régime de Tachkent. Rue89 avait été relaxé. La justice française avait tranché. En Ouzbékistan, en revanche, l'impunité continue de régner dix ans après Andijan. **Pierre Haski.**

Pour la grande majorité, les manifestants étaient non-armés. Des centaines, voire des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été tués alors qu'ils tentaient de s'enfuir.

Cela fait dix ans aujourd'hui qu'a eu lieu le massacre, l'un des actes de répression gouvernementale les plus barbares de l'ex-Union soviétique.

Personne n'a eu à rendre de comptes. Beaucoup de corps ont été enterrés dans des fosses communes, ou jetés dans la rivière Karassou, à la frontière entre le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Leurs familles continuent d'être persécutées.

En Ouzbékistan, mon père était le Président de l'agence d'Etat pour les céréales. Il a été témoin du mensonge de ses supérieurs qui affirmaient que l'Ouzbékistan était autosuffisant en matière de céréales, une vraie obsession à cette époque, et n'avait donc pas besoin d'importer des céréales.

Il eut peur qu'une famine en résulte et tenta de prendre contact avec le président Karimov. Le lendemain, les services secrets lui rendirent visite et le forcèrent à signer une lettre d'aveux dans laquelle il reconnaissait avoir volé ces céréales. Nous nous sommes enfuis, et pendant longtemps personne ne crut à notre histoire.

## Asile en France

Par la suite, le massacre d'Andijan eut lieu et, pendant un temps, l'on prêta davantage attention à l'Ouzbékistan. J'ai reçu l'asile en France, où j'habite à présent. De voir la force de l'activisme citoyen en France après le massacre fut une révélation pour moi. Pendant si longtemps, j'ai cru que la politique ne se résumait guère qu'aux lubies d'une seule personne : je n'avais jamais rien connu d'autre auparavant.

Mais dix ans plus tard, la mémoire d'Andijan s'est estompée quelque peu, sauf pour nous, les Ouzbeks qui, dans le pays ou en exil, vivons toujours dans la peur.

Il ne fait pas de doute que la vie en Ouzbékistan a empiré depuis 2005. Le niveau de corruption et la situation des droits de l'Homme sont catastrophiques :

- pas de libertés civiques ;
- près de 12 000 prisonniers politiques ;
- un système carcéral pratiquant largement la torture, allant par le passé jusqu'à ébouillanter des prisonniers ;
- le travail forcé de millions de personnes pour la cueillette du coton, y compris des enfants jusqu'à il y a peu ;
- pas d'opposition politique.

La fille du Président, très présente sur Twitter, la très glamour Gulnara Karimova, a pendant un temps été vue comme une candidate possible à la succession de son père. A la suite de discordances publiques avec ce dernier, Gulnara est tombée en disgrâce et est désormais assignée à résidence à Tachkent.

Le flux de réfugiés fuyant l'Ouzbékistan ne cesse d'augmenter. Mais fuir le pays ne signifie pas la fin de nos problèmes. Des milliers de citoyens ouzbeks, dont beaucoup ont été des témoins visuels du massacre d'Andijan, ont été inscrits de façon illégale par les autorités ouzbèkes sur la liste Interpol de surveillance du terrorisme.

## Karimov « réélu »

Plusieurs citoyens ouzbeks ont été renvoyés de force vers l'Ouzbékistan depuis des pays européens. La Norvège a renvoyé un groupe d'Ouzbeks en 2014 ; ils ont par la suite été torturés et condamnés à douze années de prison. La Suède, la Lettonie, la Pologne, la France et le Royaume-Uni commencent également depuis peu à négliger les preuves pourtant accablantes de torture et de répression dans l'étude des demandes d'asile en provenance d'Ouzbékistan.

Alors que la vie des Ouzbeks empire, celle du Président Karimov et de ses proches ne fait que s'améliorer. Karimov, à la tête du pays depuis 1989, fut « réélu » en mars dernier pour un quatrième mandat anticonstitutionnel.

Les élections, comme toujours, furent une mascarade. Loin de toute critique, Karimov reçut les félicitations du Président Obama et d'autres dignitaires importants. Karimov et son cercle d'intimes profitent toujours aussi grassement de l'industrie cotonnière du pays, qui repose sur le travail forcé.

Des investisseurs étrangers comme General Motors ou le géant scandinave des télécommunications TeliaSonera se voient soutirer de l'argent et de la main-d'œuvre pour la récolte du coton, dont les bénéfices disparaissent ensuite dans une caisse noire contrôlée par les plus hautes instances du pays.

## « Je ne suis pas en sécurité en France »

Je sais que je ne suis pas en sécurité en France. Les diplomates ouzbeks en Europe prennent part à la surveillance des dissidents à l'étranger. Plus de la moitié des membres des services diplomatiques ouzbeks est liée au Service de sécurité nationale (SNB). Les ambassades ouzbèkes en France et ailleurs en Europe coordonnent les activités de renseignement de l'Ouzbékistan au sein de l'Union européenne (UE).

Chaque jour, je sais que je peux être enlevée. Chaque fois que je quitte la France, mes proches me conseillent de rester ou d'être particulièrement prudente. Je ne téléphone plus à personne en Ouzbékistan, de peur qu'ils ne soient interrogés. En juillet 2013,

j'ai été condamnée par contumace à six années de prison. Il n'y a aucune preuve que j'aie un jour commis un crime quelconque, et je n'ai jamais signé d'aveux.

Face à cet autoritarisme grandissant, l'UE doit revoir sa position vis-à-vis de l'Ouzbékistan. La France peut l'y aider. Les sanctions de l'UE à l'encontre de l'Ouzbékistan ont été levées en 2009. Et pourtant, la situation n'a fait qu'empirer.

La France peut exiger du gouvernement ouzbek :

- que l'accréditation de l'ONG Human Rights Watch soit rétablie ;
- que la mission de l'OSCE en Ouzbékistan soit autorisée à mener à bien son travail ;
- qu'au vu des violations actuelles des droits de l'Homme dans le pays, un rapporteur spécial des Nations unies pour l'Ouzbékistan soit désigné.

Pour moi et pour bien d'autres, l'aspect le plus difficile de ma présence en France, loin de chez moi, est psychologique. Je me réveille chaque matin dans mon ancienne chambre, à Tachkent.

Un collègue, défenseur des droits de l'homme, est retourné illégalement en Ouzbékistan lorsqu'il apprit que sa mère était gravement malade. Depuis, il a disparu. Je ne pourrais jamais risquer un tel voyage. Nous espérons que les choses changeraient après Andijan... nous avons tort.

En Ouzbékistan, nous sommes revenus à la période soviétique, peut-être même pire encore.